



OBSERVATOIRE
DU DECLIN AGRICOLE
ET POUR L'AUTOSUFFISANCE

Communiqué de presse

Paris, le 3 février 2026

-

Une mobilisation inédite : Appel national pour mettre fin à la concurrence déloyale et à la surtransposition française

Réunis hier après-midi au Sénat à l'occasion des premières Assises de la lutte contre le déclin agricole, l'ensemble des acteurs de la Ferme France, en présence de la ministre de l'Agriculture, du Président du Sénat, du Sénateur Laurent Duplomb et de nombreux parlementaires, appelle à un sursaut immédiat et à un changement radical de méthode. Pour retrouver le chemin de l'autosuffisance, deux mesures urgentes s'imposent :

- **Mettre fin à la concurrence déloyale,**
- **Mettre fin à la surtransposition française sur les normes européennes.**

Organisé par l'Observatoire du Déclin Agricole pour l'Autosuffisance, cet événement marque une mobilisation inédite de toute la filière, dépassant les clivages habituels.

Un diagnostic désormais incontestable

Les Assises ont permis d'établir un diagnostic partagé, fondé sur des données objectives :

- Le recul continu de la production en valeur relative,
- La perte de compétitivité face aux voisins européens,
- L'augmentation des importations ne respectant pas les normes françaises,
- L'affaiblissement rapide de l'autosuffisance alimentaire.

Ce constat confirme que la France est en train de perdre sa capacité à produire ce qu'elle consomme. Depuis 20 ans, la balance commerciale de la France n'a cessé de se réduire. En novembre 2025, en année glissante, le solde agricole et agroalimentaire français (vin et spiritueux compris) s'établit à **-515 millions d'euros**. Sur l'ensemble de l'année, ce solde devrait être encore très nettement inférieur. Au rythme actuel, la France ne sera plus, dès 2029, la première puissance agricole française.

La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a défendu un cap clair : *« Renouer avec le mot produire : produire suffisamment, durablement, et là où nous avons décroché, pour que nos chaînes d'approvisionnement ne deviennent pas des chaînes de dépendance. »*

Durant cette même période, la balance commerciale européenne, qui était déficitaire au début des années 2000, est devenue le 2^e territoire excédentaire du monde derrière le Brésil, avec un excédent commercial de 50,5 Md€.

Mobiliser l'opinion, aujourd'hui majoritairement silencieuse

Les Assises ont mis en lumière un décalage profond entre une opinion publique majoritairement attachée à l'agriculture française et la visibilité médiatique d'une minorité militante très active dans le débat public.

L'étude d'opinion inédite réalisée par OpinionWay pour l'Observatoire du Déclin Agricole (disponible sur declinagricole.fr) et le média Neo.TV souligne notamment

que :

- 86 % des Français considèrent que le retour à l'indépendance alimentaire doit devenir une priorité de politique publique.

« Ce qui est absolument dramatique, c'est que lorsqu'une filière agricole disparaît, cela ne suscite aucun émoi. L'adhésion des Français existe, mais elle doit être réveillée. », a alerté **Antoine Boulay**, président de l'Observatoire du Déclin Agricole pour le rebond

Face à l'urgence, les participants ont appelé à un débat parlementaire permettant de mettre l'ensemble des sujets sur la table, sans tabou :

- Les normes et leurs surtranspositions,
- Le niveau des charges pesant sur les exploitations,
- Le partage de la valeur, notamment avec la grande distribution,
- La concurrence intra-européenne,
- Les conditions d'une transition environnementale réaliste et pleinement financée.

« On se doit de trouver des solutions et d'arrêter d'être dans l'immobilisme », a rappelé **le Sénateur Laurent Duplomb**.

Trois demandes fondamentales portées auprès des pouvoirs publics

L'Appel porte, par ailleurs, trois demandes fondamentales :

- L'interdiction par la loi de la surtransposition des textes européens,
- L'interdiction d'importer des produits issus de pratiques moins-disantes sur les plans environnementaux, sanitaires ou réglementaires,
- La mise en place d'un débat national sur les moyens permettant à la France de redevenir une grande puissance agricole.

Ces mesures sont considérées comme un préalable indispensable à toute reconquête durable de l'autosuffisance alimentaire.

En conclusion des Assises, le Président du Sénat, Gérard Larcher a affirmé : « La Politique Agricole Commune doit rester forte commune. Le maintien de son budget est un enjeu central pour l'adaptation de notre modèle agricole et pour la cohérence de notre action collective. »

À propos de l'Observatoire du Déclin Agricole pour le rebond

Créé à l'initiative de l'Institut Cantillon, l'Observatoire du Déclin Agricole et pour l'Autosuffisance est présidé par Antoine Boulay. Il rassemble un réseau pluraliste réunissant agriculteurs, économistes, juristes, médecins, responsables publics, coopératives, chercheurs et acteurs de la société civile. L'Observatoire porte 3 ambitions principales :

1. Faire du constat du déclin le point de départ du rebond de notre pays.

L'Observatoire identifie les causes économiques, réglementaires, sociales et géopolitiques du décrochage agricole français et met à disposition des analyses accessibles, étayées et incontestables.

2. Être le porte-voix des acteurs du monde agricole et agroalimentaire.

L'Observatoire donne une voix collective à celles et ceux qui produisent, transforment et nourrissent la France. Il contribue à sortir l'agriculture des caricatures et des postures idéologiques pour replacer la capacité à produire au cœur du débat public.

3. Fédérer la majorité des Français, encore silencieuse, mais attachée à l'autosuffisance alimentaire et à ses agriculteurs. L'Observatoire entend faire de l'autosuffisance alimentaire un objectif partagé, à la croisée des enjeux économiques, du bien-manger, de l'écologie et de la liberté collective.

CONTACT PRESSE :

contact@declinagricole.fr

Eva Imbernon : 06 21 77 73 75

